

Distr.  
GENERALE

UNCTAD/ECDC/245  
24 août 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

ANGLAIS, ESPAGNOL ET  
FRANCAIS SEULEMENT

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

RAPPORT DE LA HUITIEME REUNION DU COMITE DE COORDINATION  
DES ACCORDS MULTILATERAUX DE PAIEMENTS ET DE LA COOPERATION  
MONETAIRE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

Tenue à Santa Cruz de Tenerife, Iles Canaries (Espagne),  
les 28 février et 1er mars 1994

GE.94-53550 (F)

TABLE DES MATIERES

|   | <u>Paragrapbes</u> |
|---|--------------------|
| I. INTRODUCTION ET QUESTIONS D'ORGANISATION . . . . .   | 1 - 10             |
| A. Introduction . . . . .   | 1 - 2              |
| B. Cérémonie d'ouverture . . . . .  | 3 - 8              |
| C. Election du bureau . . . . .   | 9                  |
| D. Adoption de l'ordre du jour . . . . .  | 10                 |
| II. DELIBERATIONS DE LA REUNION . . . . .   | 11 - 22            |
| A. Examen de l'évolution récente des accords<br>multilatéraux de paiements et de compensation<br>et analyse de la convertibilité des monnaies<br>et de ses incidences . . . . . | 11 - 18            |
| B. Examen des modalités de la coopération<br>institutionnelle entre accords de compensation<br>et de paiements africains et latino-américains                                   | 19 - 20            |
| C. Dispositions relatives à la neuvième réunion<br>du Comité et autres questions . . . . .  | 21                 |
| D. Adoption du rapport . . . . .  | 22                 |
| III. PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITE . . . . .   | 23                 |

Annexes

- I. Attendance
- II. Ordre du jour et programme d'activités
- III. Speeches and presentations

## I. INTRODUCTION ET QUESTIONS D'ORGANISATION

### A. Introduction

1. La huitième réunion du Comité de coordination des accords multilatéraux de paiements et de la coopération monétaire entre pays en développement, organisée en collaboration avec Promociones Exteriores Canarias (PROEXCA) et la Chambre officielle du commerce, de l'industrie et des transports maritimes de Santa Cruz de Tenerife, s'est tenue dans la salle de conférence du siège de cette dernière organisation, les 28 février et 1er mars 1994.

2. Trente et une personnes ont participé à la réunion, dont neuf représentants de sept mécanismes multilatéraux de paiements et de coopération monétaire, deux représentants d'institutions financières internationales, cinq représentants de banques centrales et cinq observateurs. On trouvera la liste des participants à l'annexe I du présent rapport.

### B. Cérémonie d'ouverture

3. La réunion s'est ouverte le lundi 28 février 1994, à 10 h 30.

4. Dans sa déclaration liminaire, M. Mohammad Agha Ghavam, administrateur général de l'Union asiatique de compensation (UAC) et président de la septième réunion du Comité, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le gouvernement hôte, et notamment PROEXCA, de la qualité des installations mises à la disposition de la réunion. Il a noté que, depuis la dernière réunion du Comité, en 1990, l'environnement économique international avait connu d'importantes transformations, qui n'avaient pas toujours été favorables aux efforts de coopération des pays en développement. A son avis, la présente réunion offrait aux représentants des mécanismes multilatéraux de paiements entre pays en développement une occasion unique en son genre de procéder à des échanges de vues sur leur expérience récente et d'étudier de nouveaux moyens de renforcer leur coopération mutuelle. Il a ensuite cédé la présidence aux coprésidents, M. Mathias Mbonela, secrétaire exécutif de la Chambre de compensation de la Zone d'échanges préférentiels entre les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ZEP), et M. Cheikh Saad-Bouh Diao, secrétaire exécutif de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO).

5. Après avoir salué les participants à la réunion, M. Mbonela a constaté que les résultats obtenus par les mécanismes de paiements dans le cadre de l'environnement économique international avaient été inégaux. Il a demandé que le temps imparti pour la réunion soit mis à profit au maximum pour des exposés et des débats. Il a par ailleurs invité le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à fournir leur concours pour dynamiser les systèmes de paiements et de compensation.

6. M. Mbonela s'est associé à M. Ghavam pour remercier PROEXCA de la qualité des services mis à la disposition de la réunion et les habitants de Tenerife de leur hospitalité.

7. M. Michael Sakbani, du secrétariat de la CNUCED, a fait une déclaration au nom du Secrétaire général de la CNUCED (pour le texte de cette déclaration, voir l'annexe III du présent rapport).

8. Après avoir prononcé des paroles d'accueil à l'adresse des participants, M. Antonio J. Rivero Suarez, président de PROEXCA, a fait ressortir le rôle revenant aux Iles Canaries en tant que pont entre l'Afrique et l'Amérique latine, et a appelé l'attention sur des textes législatifs sur le point d'être adoptés (concernant la libéralisation des télécommunications et des services de transport, la création d'un centre financier offshore, etc.), qui faciliteraient l'accomplissement de cette vocation.

#### C. Election du bureau

9. Le bureau de la réunion était composé des deux coprésidents élus à la septième réunion et de M. Ghavam, qui a été élu rapporteur.

#### D. Adoption de l'ordre du jour

10. L'ordre du jour provisoire, établi conformément aux décisions de la septième réunion, a été adopté. L'ordre du jour et le programme d'activités de la huitième réunion figurent à l'annexe II.

### II. DELIBERATIONS DE LA REUNION

#### A. Examen de l'évolution récente des accords multilatéraux de paiements et de compensation et analyse de la convertibilité des monnaies et de ses incidences

11. Ce point de l'ordre du jour a été examiné en deux parties. Au titre du point 4 a) de l'ordre du jour (Examen de l'évolution récente des mécanismes multilatéraux de paiements et de compensation et coopération monétaire entre pays en développement), le secrétariat de la CNUCED a présenté un rapport intitulé "Les accords de paiements et de compensation entre pays en développement : évolution récente et considérations pour l'avenir" (UNCTAD/ECDC/238), dont la première partie a servi de document de session. Ce rapport évaluait les activités et les tendances récentes des accords multilatéraux de compensation et de paiements au regard de l'évolution de l'environnement économique international. Il y était noté que les systèmes les plus performants étaient concentrés en Asie et en Amérique latine, les économies de devises étant surtout le fait des membres des deux systèmes concernés. Diverses innovations avaient été introduites dernièrement dans les accords de paiements et de compensation : accord d'échange de devises de l'UAC (1989); modification du système de paiements et de crédits réciproques de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), avec l'adjonction d'un programme de paiements automatiques à deux niveaux (1991) et d'un mécanisme de paiements différés par tranches; mécanisme permettant de régler les transactions commerciales triangulaires par l'intermédiaire du système de l'ALADI; introduction des chèques de voyage de la ZEP en 1988; et approbation du fonds de réserve de la ZEP en 1994. Le rapport examinait également les perspectives qui se dessinaient pour l'avenir, compte tenu de la transformation de la CCAO en organisme spécialisé de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des efforts faits par l'UAC pour accroître le nombre de ses membres.

12. Les représentants des chambres de compensation et des institutions de crédit ont fait des exposés portant sur les activités de leurs organismes respectifs (voir l'annexe III).

13. Certains des participants ont appelé l'attention sur des changements survenus dernièrement, qui n'étaient pas pris en compte dans le rapport de la CNUCED. Le représentant de la Chambre de compensation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CCEAC) a fait état d'un accord récent prévoyant un calendrier à long terme de paiement de la dette intragroupe. Le représentant de la Chambre de compensation de la ZEP a rendu compte d'une opération d'émission de billets de trésorerie de la Banque de la ZEP à New York et des activités de la société de réassurance de cette même organisation, installée à Nairobi. Il a également informé les participants des améliorations technologiques introduites dans la Chambre de compensation pour traiter les transactions commerciales futures une fois que le groupe aurait été élargi. Le représentant du mécanisme de compensation de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a décrit le fonctionnement des chèques de voyage de la CARICOM jusqu'à la suspension de ce système en 1993. Enfin, le représentant de l'ALADI a signalé que toutes les banques centrales membres avaient récemment décidé que le règlement des transactions par compensation aurait un caractère facultatif, le dernier pays membre qui appliquait la formule de la compensation obligatoire y ayant renoncé au début de 1994. Grâce à l'introduction du système de paiement automatique en 1991, l'encours des créances intragroupes avait récemment diminué de manière sensible (passant d'un niveau record de 5 milliards de dollars à 700 millions de dollars) et depuis 1991, il n'y avait plus de retards de paiement.

14. Après avoir décrit les dispositions en vigueur en matière de compensation et de paiements, le représentant du Fonds monétaire arabe a fait un exposé sur son institution et sur le Programme de financement du commerce arabe.

15. L'examen de l'évolution récente des accords de compensation et de paiements et le débat qui a suivi ont contribué à étoffer les idées et les initiatives visant à renforcer ces accords et à relier les systèmes de paiements à d'autres aspects de coopération monétaire.

16. A la fin du débat général, un représentant du secrétariat de la CNUCED en a fait un résumé que tous les participants ont jugé bien équilibré :

a) Il a été noté que les facteurs extérieurs influaient beaucoup sur les opérations des systèmes de paiements. Au nombre de ces facteurs, il fallait mentionner l'évolution de l'économie mondiale, les facteurs politiques, la dette extérieure et les problèmes de devises des pays en développement.

b) Des différences ont été relevées dans le champ d'application des divers systèmes : par exemple, le pétrole était inclus dans les opérations susceptibles d'être prises en charge par l'UAC, ce qui avait grandement favorisé l'expansion des transactions, alors qu'il était exclu du champ de compétence de la CCAO, d'où une moindre efficacité de ce système. La même observation a été formulée au sujet des transactions non commerciales (à savoir les services et, à terme, les investissements) auxquelles le mécanisme de compensation peut ou non s'appliquer. L'un des autres éléments à prendre en compte est la question du bon choix des partenaires du mécanisme de paiement, l'idée étant d'offrir des possibilités optimales de complémentarité des échanges. Le Comité a fait observer que la proximité géographique n'était pas un élément suffisant dans la constitution d'un groupement de coopération.

c) Des participants ont estimé que toute situation dans laquelle un pays, quel qu'il soit, accumulait des arriérés au point de mettre en péril l'existence même du mécanisme auquel il appartenait devait être réglée rapidement. L'une des solutions pouvait consister à écarter les actifs non productifs. Une autre pouvait être le recours à l'assistance des régions développées. Une troisième résidait dans une formule analogue à celle du système de paiement automatique de l'ALADI, par exemple. A cet égard, il a été noté que la prochaine réunion d'un groupe intergouvernemental de la CNUCED sur l'aide, en juillet 1994, offrirait une occasion des plus utiles d'aborder ce problème. Lors de cette réunion, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) examineraient les possibilités de fournir une aide directe aux groupements de pays en développement, et il serait opportun que des groupements de coopération y participent.

d) L'on s'est accordé à reconnaître l'importance de la structure des échanges commerciaux. Le faible volume du commerce intragroupe observé dans certains cas était dû à divers facteurs : non-complémentarité de la production tant actuelle que potentielle, répartition inégale des avantages découlant de la libéralisation du commerce régional, insuffisance des moyens de financement du commerce, absence de mécanismes de crédit, manque d'information commerciale, problème des marchandises subventionnées, non-compensation du manque à gagner fiscal résultant de l'abaissement des droits de douane, etc. La coopération devait s'étendre non seulement au commerce, mais également à des domaines tels que la production et les investissements en commun.

e) Il a été largement admis que le problème des différences existant dans les degrés de convertibilité au sein d'un même groupement pouvait être traité en optant pour une convertibilité limitée.

f) L'accent a été mis sur l'importance du financement du commerce pour l'expansion des courants commerciaux visés. A ce sujet, il a été fait état des travaux de la CNUCED sur la possibilité de créer un mécanisme interrégional de financement du commerce.

g) Pour finir, le Comité a estimé que la coopération économique entre pays en développement et les accords de paiements constituaient une étape intermédiaire optimale dans le processus consistant à assurer l'intégration dans l'économie mondiale et la convertibilité totale des monnaies nationales. A cet égard, la transformation des accords de paiements en zones de coopération monétaire devait montrer la voie à suivre à l'avenir.

17. Au titre du point 4 b) de l'ordre du jour (Analyse de la convertibilité des monnaies et de ses incidences pour les accords de paiements et de compensation), la deuxième partie (Problèmes de convertibilité) du rapport de la CNUCED (UNCTAD/ECDC/238) a été présentée en tant que document de fond. Ce rapport fournissait à la fois des éclaircissements sur le plan théorique et des exemples tant historiques que contemporains d'évolution de la convertibilité des monnaies. Il faisait une distinction entre convertibilité générale et convertibilité régionale (limitée), la première étant un moyen d'intégration dans l'économie mondiale et la seconde un instrument de coopération monétaire et financière intrarégionale. Le rapport analysait également les efforts récents déployés par certains pays en développement pour rendre leur monnaie nationale totalement convertible ainsi que leurs incidences sur les accords de compensation et de paiements.

18. D'un débat approfondi sur divers aspects de cette question, il est ressorti les points suivants :

a) La convertibilité n'était pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre certains objectifs, qu'il s'agisse de soumettre les politiques économiques à une discipline externe ou de transmettre des signaux liés aux prix internationaux aux producteurs et aux consommateurs locaux. Elle créait également d'importantes obligations pour la politique monétaire et pouvait, dans certaines circonstances, limiter son autonomie. Il a été estimé que la crédibilité des politiques macro-économiques était la condition sine qua non d'une convertibilité durable. Le maintien des grands équilibres, tant à l'intérieur que vis-à-vis de l'étranger, et un bon comportement général de l'économie nationale étaient en l'espèce des facteurs d'une importance cruciale.

b) La convertibilité totale devait permettre d'honorer les obligations internationales sans recourir au contrôle des changes. L'existence d'un taux de change d'équilibre était d'une importance particulière, car l'acceptation effective d'une monnaie non convertible était toujours subordonnée à une condition : que son détenteur accepte le taux de change en vigueur, aussi défavorable qu'il soit.

c) Les participants ont également reconnu l'importance des conséquences micro et macro-économiques de la convertibilité. Sur le plan micro-économique, le principal élément était le lien entre prix intérieurs et prix internationaux, d'où une répartition plus efficace des ressources. Sur le plan macro-économique, la convertibilité incitait les pays à renoncer aux politiques néfastes qu'ils auraient eu tendance à suivre dans le cas du maintien de la non-convertibilité.

d) Le Comité est parvenu à la conclusion que, vu le degré actuel d'intégration globale des marchés financiers, la convertibilité est une condition indispensable pour mobiliser des ressources sur ces mêmes marchés.

e) Il a été estimé que des effets externes défavorables tels que les fluctuations et, surtout, les fortes baisses des prix internationaux des produits de base et des matières premières - phénomènes à l'égard desquels les pays en développement étaient très vulnérables - pouvaient limiter les incidences positives de la convertibilité. Ce problème, même s'il n'était pas du ressort de la présente réunion, devait être pris en compte.

f) S'agissant de l'interaction entre les mécanismes régionaux de paiements et la convertibilité, il a été considéré que la convertibilité des monnaies était une question qui intéressait au plus haut point les accords de compensation et de paiements, car c'était là un moyen d'épauler à la fois la coopération régionale et l'intégration globale, objectifs complémentaires plutôt qu'exclusifs.

g) Le Comité a également été d'avis que, même si la convertibilité générale semblait dans une certaine mesure incompatible avec la participation à des accords de paiements, ceux-ci offraient néanmoins quatre avantages majeurs : paiement différé, accès au crédit (à condition que de tels accords soient assortis de lignes de crédits et d'accords de crédit croisé),

mécanismes de transition vers la convertibilité totale et renforcement de la coopération monétaire entre les participants.

h) La convertibilité limitée était une formule intermédiaire utile pour des pays désireux d'opter ultérieurement pour une convertibilité générale. Il fallait en souligner les aspects positifs, tels que les enseignements tirés de consultations avec les pays voisins, le caractère symétrique des obligations et les avantages de la coopération monétaire. A long terme, la coopération monétaire et budgétaire se traduirait par une convergence des niveaux de convertibilité. A court terme, les systèmes de paiements pouvaient fonctionner de manière satisfaisante s'ils se fondaient sur les taux de change du marché pour l'établissement des taux pivots ou, a fortiori, s'il existait déjà une convertibilité réelle à l'échelon régional avant la création desdits systèmes.

i) Les incidences de la convertibilité régionale sur la concurrence, au niveau de chaque région concernée, ont également été évoquées. D'aucuns ont estimé que, pour des pays relativement peu avancés, la concurrence pouvait, dans un premier temps, s'exercer entre voisins, avant d'être étendue ultérieurement à l'échelon mondial.

j) Vu les délais requis pour le passage de la non-convertibilité à la convertibilité totale (processus qui pouvait s'échelonner sur plusieurs dizaines d'années), les perspectives offertes par la convertibilité limitée, notamment dans le cadre des accords de paiements et des mécanismes de règlement, restaient considérables. Cela étant, il ne fallait pas qu'elle conduise les pays membres à différer les ajustements économiques nécessaires. En outre, il était également important d'établir de nouveaux accords de paiements, assortis d'objectifs modestes et de mécanismes pratiques.

B. Examen des modalités de la coopération institutionnelle entre accords de compensation et de paiements africains et latino-américains

19. Cette question a été examinée conformément à la recommandation de la première Conférence des gouverneurs et hauts fonctionnaires des banques centrales des pays d'Amérique latine et d'Afrique sur l'expansion du commerce Sud-Sud, tenue à Las Palmas (Iles Canaries) du 3 au 5 décembre 1990, tendant à "demander au Comité de coordination des accords multilatéraux de paiements et de la coopération monétaire entre pays en développement de proposer, à sa prochaine [huitième] réunion, des mécanismes multilatéraux pour les paiements entre les pays d'Afrique et d'Amérique latine" (point 3 des Recommandations). La contribution du secrétariat de la CNUCED figurait dans le rapport intitulé "Coopération institutionnelle entre accords de compensation et de paiements africains et latino-américains" (UNCTAD/ECD/237), qui a été distribué aux participants. Ce rapport examinait les modalités de la coopération institutionnelle multilatérale entre accords de compensation et de paiements africains et latino-américains à partir d'une analyse de la structure des échanges commerciaux entre les deux régions. Le commerce interrégional entre l'Afrique et l'Amérique latine restant modeste et étant marqué par d'importants déséquilibres, les projets de coopération entre les deux régions devaient prévoir des éléments flexibles, notamment un lien entre les trois chambres de compensation africaines existantes, ainsi que les liens entre les deux régions impliquant des pays individuels, d'un côté, et un système multilatéral, de l'autre. D'autres mécanismes appropriés, tels que des accords

financiers intérimaires, des lignes de crédit et des accords de crédit croisé, pouvaient également améliorer la coopération entre les deux régions.

20. L'examen de la coopération institutionnelle entre accords de compensation et de paiements africains et latino-américains peut contribuer à encourager la coopération interrégionale entre les autorités monétaires centrales et à réactiver certains accords peu opérationnels dans les deux régions. Des participants ont estimé que le renforcement des systèmes existants pouvait constituer une assise idéale pour des liens interrégionaux. Compte tenu de diverses carences telles que le manque de moyens de financement dans les accords de compensation et de paiements africains et latino-américains, et étant donné le fonctionnement efficace du système de crédit croisé de l'Union asiatique de compensation, l'Administrateur général de l'UAC a offert les concours techniques de son organisation en la matière. Le débat peut être résumé comme suit :

a) Les participants ont jugé nécessaire d'orienter les échanges commerciaux actuels entre l'Afrique et l'Amérique latine vers des mécanismes de coopération à créer entre les systèmes de paiements de ces deux régions. A cet effet, il fallait entreprendre des études approfondies sur les conditions propres à favoriser l'extension des activités de ces systèmes à de tels mécanismes.

b) Il a également été noté que l'analyse de la coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine pouvait être un bon modèle pour d'autres régions. L'Administrateur général de l'UAC a souligné la nécessité d'inclure son organisation dans les études approfondies à entreprendre au sujet des liens interrégionaux et de la coopération entre accords de paiements dans les pays en développement. Compte tenu des relations étroites existant depuis longtemps entre tous les accords de paiements et de compensation des pays en développement, et vu le rôle actif que l'UAC avait toujours joué dans les réunions du Comité de coordination, les participants ont souscrit à la proposition faite par l'Administrateur général de l'UAC.

c) En se fondant sur les renseignements disponibles, les participants ont estimé que, d'un point de vue normatif et technique, il était possible de faire passer les transactions considérées par les systèmes de paiements existants. A ce propos, le représentant du secrétariat de l'ALADI a appelé l'attention sur les règles du système de paiements de son organisation, qui autorisaient la participation de tout pays extérieur à la région. Il a par ailleurs estimé que l'accord de paiements type de son groupement (modelo de acuerdo de pagos), dont la mise au point était bien avancée, pourrait également être mis à profit pour conclure d'éventuels accords avec des pays tiers. Il a souligné que le traité instituant l'ALADI offrait aux membres des mécanismes adéquats leur permettant de négocier et de conclure des accords de commerce à des conditions préférentielles avec tout pays en développement.

d) Certains participants ont insisté sur le fait que l'harmonisation des règles entre accords de paiements était un élément primordial pour encourager les liens et promouvoir la coopération entre ceux-ci.

e) Les participants ont noté que les banques centrales ainsi que d'autres organismes gouvernementaux et nationaux pouvaient grandement contribuer à orienter les échanges commerciaux actuels entre l'Afrique et

l'Amérique latine vers les systèmes de paiements des deux régions. Il fallait que les banques centrales encouragent le recours à ces mécanismes pour les paiements interrégionaux, lèvent les restrictions sur les opérations de change et stimulent les relations correspondantes entre banques commerciales. Le représentant de l'UAC a estimé que l'application obligatoire du système de paiements aux transactions pertinentes était un des éléments qui avaient contribué au succès de son groupement.

f) Les gouvernements devaient fournir un appui politique global à la coopération interrégionale et adopter des mesures appropriées pour éliminer les obstacles existant dans ce domaine, qu'il s'agisse de l'insuffisance de services efficaces de télécommunication et de transport ou des obstacles tant tarifaires que non tarifaires qui entravaient les courants commerciaux entre pays en développement.

C. Dispositions relatives à la neuvième réunion du Comité et autres questions

21. Le Comité a examiné la question du lieu et des dates de la neuvième réunion et des dispositions y relatives. Le Secrétaire général de l'Association d'intégration latino-américaine a été élu président de cette réunion. Le représentant de l'ALADI a proposé qu'elle se tienne au siège de son organisation à Montevideo (Uruguay), en 1996.

D. Adoption du rapport

22. A la séance de clôture, M. Ghavam, rapporteur, a présenté le projet de rapport au Comité, qui l'a adopté. M. Diao, coprésident, a remercié tous les participants et les organisateurs de la réunion de leur contribution positive au succès des travaux et a invité les participants à s'atteler de concert aux activités prévues dans le programme de travail du Comité.

III. PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITE

23. Les participants ont adopté le programme de travail suivant :

a) A la lumière des délibérations de la huitième réunion, le Comité a engagé tous les systèmes multilatéraux de paiements et les autres organes de coopération monétaire des pays en développement à poursuivre ou, le cas échéant, à entreprendre, avec l'appui de la CNUCED et du PNUD, des programmes d'échanges mutuels d'expérience. Ceux-ci aideraient à améliorer les règles et les dispositions régissant les différents systèmes et à étoffer les capacités techniques des chambres de compensation et de paiements les moins avancées. A cet égard, les participants ont convenu de tirer parti de l'assistance technique offerte par l'Administrateur général de l'UAC dans divers domaines, notamment l'établissement de mécanismes de crédit croisé.

b) Le Comité a invité la CNUCED, qui lui sert de secrétariat technique, à mettre au point, en concertation avec le Président du Comité, un ordre du jour pour sa neuvième réunion et à établir la documentation nécessaire pour celle-ci. L'ordre du jour devait comprendre, entre autres choses, i) un examen de l'évolution récente des chambres de compensation et ii) une évaluation de l'interaction entre les accords de paiements et de compensation, d'une part, et la coopération monétaire et budgétaire ainsi que les politiques d'harmonisation, de l'autre, dans des domaines tels que l'inflation, les déficits budgétaires et leur financement, en vue de transformer ces accords en systèmes multifonctionnels ayant un champ d'application plus large.

Annex I

ATTENDANCE

Member Organizations

Mr. Cheikh Saad-Bouh Diao  
Executive Secretary  
West African Clearing House  
54, Siaka Stevens Street,  
P.M.B. 218, Freetown, Sierra Leone,  
Fax 223 943.

Mr. Mathias S. Mbonela  
Executive Secretary  
PTA Clearing House  
6th Floor, 1001, Union Ave.,  
P.O. Box 2940, Harare, Zimbabwe,  
Fax (263 4) 730 819.

Mr. Mohammad Agha Ghavam  
General Manager  
Asian Clearing Union  
c/o. The Central Bank of the Islamic Republic of Iran,  
205, Pasdaran Ave., P.O. Box 111365/8531, Tehran, Islamic Republic of Iran,  
Fax (98 21) 237 677.

Mr. Mortaza Farshchi  
Senior Expert  
Asian Clearing Union  
c/o. The Central Bank of the Islamic Republic of Iran,  
205, Pasdaran Ave., P.O. Box 111365/8531, Tehran, Islamic Republic of Iran,  
Fax (98 21) 237 677.

Ms. Joan John  
Manager, Foreign Exchange & Investment Department  
Central Bank of Trinidad and Tobago  
(representing the CARICOM Multilateral Clearing Facility)  
St. Vincent Street,  
P.O. Box 1250, Port of Spain, Trinidad and Tobago,  
Fax (1 809) 627 4696.

Dr. Penelope Forde  
Chief Economist, Research Department  
Central Bank of Trinidad and Tobago  
St. Vincent Street,  
P.O. Box 1250, Port of Spain, Trinidad and Tobago.

Mr. Paul Andely  
Secrétaire Exécutif, Chambre de Compensation de la Communauté Economique des  
Etats de l'Afrique Centrale  
B.P. 5513,  
Kinshasa - Gombe, République du Zaïre,  
Télex 21334 CCAC ZR.

Mr. Alberto Otero Bosque  
Jefe de Asuntos Monetarios y Financieros  
Asociación Latinoamericana de Integración  
Cebollatí 1461, Casilla de Correos 577,  
Montevideo 11000, Uruguay,  
Fax (598 2) 49 06 49

Mr. Mohamed Hamid Elhag  
Economist  
Arab Monetary Fund  
P.O. Box 2818,  
Abu Dhabi, United Arab Emirates,  
Fax 326 454.

Other participants

Mr. Philip P. Turner  
sub-Manager, Monetary and Economic Department  
Bank for International Settlements  
4002 Basle, Switzerland,  
Fax (41 61) 280 9100.

Mr. Luis Alberto Giorgio  
Subdirector  
Centro de Estudios Monetarios Latinoamericanos  
Durango 54, Col. Roma, 006700 México, D.F., México,  
Fax 207 7024.

Mr. Jorge Corrales  
Presidente  
Banco Central de Costa Rica  
Apdo. 195, 2070 San José, Costa Rica.

Mr. Michael Debabrata Patra  
Director, Department of Economic Analysis and Policy  
Reserve Bank of India  
Central Office Building (8th Floor), Shaheed Bhagat Singh Road, Fort,  
P.O. Box 1036 Bombay - 400 023, India,  
Fax (91 22) 266 0729.

Mr. Jorge L. Rodríguez  
Gerente del Sector Externo  
Banco Central de la República de Argentina  
Reconquista 266, 1003 Buenos Aires, República Argentina,  
Fax 394 9030.

Mr. Ould El Hacen Ahmed Salem  
Directeur adjoint des services bancaires de changes  
Banque Centrale de Mauritanie  
B.P. 623, Banque Centrale, Nouakchott, Mauritanie,  
Fax 527 39.

Mr. Chris Odafin  
Deputy Director  
Central Bank of Nigeria  
P.O. Box 12194, Lagos, Nigeria  
Telex 21350.

Observers

Mr. Arturo Pina  
Director Territorial  
Ministerio de Economía y Turismo (España)  
Frenchy Rocas, Las Palmas de Gran Canaria, Islas Canarias.

Ms. Pilar Merino Troncoso  
Directora Territorial  
Ministerio de Economía y Turismo (España)  
calle Pilar 1, Garachilo, Tenerife, Islas Canarias.

Mr. Miguel Angel Sánchez Martín  
Jefe Comercio Exterior, Caja General de Ahorros de Canarias  
Plaza del Patriotismo s/n, 38002 Santa Cruz de Tenerife, Islas Canarias.

Mr. Angel Luis Rodríguez Hernández  
Jefe Area de Mercados, Caja General de Ahorros de Canarias  
Plaza del Patriotismo s/n, 38002 Santa Cruz de Tenerife, Islas Canarias.

Ms. Verónica Arvelo  
Consejería Relaciones Internacionales  
Gobierno de Canarias  
Plaza de San Bernardo 27, Las Palmas de Gran Canaria, Islas Canarias.

Sponsoring institutions

Mr. Antonio J. Rivero Suárez  
Presidente  
PROEXCA, S.A.  
Recinto Ferial s/n, Apartado de Correos 49,  
35012 Las Palmas de Gran Canaria, Islas Canarias,  
Fax (22) 41 433 04.

Mr. Luis Padilla Macabeo  
Director General  
PROEXCA, S.A.  
Recinto Ferial s/n, Apartado de Correos 49,  
35012 Las Palmas de Gran Canaria, Islas Canarias.

Mr. Agustín Bravo de Laguna Manrique de Lara  
Asesor Jurídico  
PROEXCA, S.A.  
Recinto Ferial s/n, Apartado de Correos 49,  
35012 Las Palmas de Gran Canaria, Islas Canarias.

Mr. Francisco Ucelay Sabina  
Presidente  
Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Santa Cruz de Tenerife  
Plaza de la Candelaria, 6 - 4º Piso, Santa Cruz de Tenerife, Islas Canarias  
Fax (28) 24 24 28.

D. Juan Antonio Núñez  
Secretario Asesor  
Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Santa Cruz de Tenerife  
Plaza de la Candelaria, 6 - 4º Piso, Santa Cruz de Tenerife, Islas Canarias.

Ms. María Virtudes Alonso López  
Jefe Departamento Comercio Exterior  
Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Santa Cruz de Tenerife  
Plaza de la Candelaria, 6 - 4º Piso, Santa Cruz de Tenerife, Islas Canarias.

Technical secretariat

Mr. Michael Sakbani  
Chief, Monetary and Financial Cooperation and Trade Analysis Branch, Division  
for Economic Cooperation among Developing Countries, UNCTAD  
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland,  
Fax (41 22) 907 00 48.

Mr. Francesc Vendrell  
Economic Affairs Officer, Economic Groupings and Enterprises Branch, Division  
for Economic Cooperation among Developing Countries, UNCTAD  
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland,  
Fax (41 22) 907 00 48.

Mr. Kálmán Kalotay  
Associate Economic Affairs Officer, Monetary and Financial Cooperation and Trade  
Analysis Branch, Division for Economic Cooperation among Developing Countries,  
UNCTAD  
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland,  
Fax (41 22) 907 00 48.

Mr. Alfredo Castillo Gómez  
Consultant, Economic Groupings and Enterprises Branch, Division for Economic  
Cooperation among Developing Countries, UNCTAD  
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland,  
Fax (41 22) 907 00 48.

Annexe II

ORDRE DU JOUR ET PROGRAMME D'ACTIVITES

Ordre du jour

Point 1. Ouverture de la réunion

Point 2. Election du bureau

Point 3. Adoption de l'ordre du jour

Point 4. Examen de l'évolution récente des accords multilatéraux de paiements et de compensation et analyse de la convertibilité des monnaies et de ses incidences

a) Examen de l'évolution récente des accords multilatéraux de paiements et de compensation et de la coopération monétaire entre pays en développement

b) Analyse de la convertibilité des monnaies et de ses incidences pour les accords de paiements et de compensation

Point 5. Examen des modalités de la coopération institutionnelle entre accords de compensation et de paiements africains et latino-américains

Point 6. Programme de travail du Comité de coordination

Point 7. Dispositions relatives à la neuvième réunion du Comité de coordination et autres questions

Point 8. Adoption du rapport de la huitième réunion

Programme d'activités

Lundi 28 février

- 9 h 30 Départ des autobus pour le transport des participants des hôtels à la Chambre de commerce
- 10 heures Enregistrement des participants
- 10 h 30 Ouverture de la réunion. Discours de M. M. Sakbani (CNUCED) et de M. A.J. Rivero Suárez (PROEXCA)
- Election du bureau
- Adoption de l'ordre du jour
- Organisation des travaux de la réunion
- Présentation des participants
- 11 heures Pause café
- 11 h 30 Réunion de travail I
- Point 4 de l'ordre du jour :  
"Examen de l'évolution récente des accords multilatéraux de paiements et de compensation et analyse de la convertibilité des monnaies et de ses incidences"
- Point 4 a) de l'ordre du jour :  
"Examen de l'évolution récente des accords multilatéraux de paiements et de compensation et de la coopération monétaire entre pays en développement"
- 13 h 30 Déjeuner offert par PROEXCA au Casino de Santa Cruz de Tenerife
- 15 h 30 Réunion de travail II
- Point 4 a) de l'ordre du jour (suite)
- 17 heures Fin de la réunion de travail II
- 20 h 30 Départ des autobus pour le transport des participants des hôtels au Royal Yachting Club de Santa Cruz de Tenerife
- 21 heures Réception offerte par la Chambre du commerce, de l'industrie et des transports maritimes de Santa Cruz de Tenerife au Royal Yachting Club

Mardi 1er mars

- 9 h 30 Départ des autobus pour le transport des participants des hôtels à la Chambre de commerce
- 10 heures Réunion de travail III
- Point 4 b) de l'ordre du jour :  
"Analyse de la convertibilité des monnaies et de ses incidences pour les accords de paiements et de compensation"
- 11 h 30 Pause café

- 12 heures Point 5 de l'ordre du jour :  
"Modalités de la coopération institutionnelle entre accords de paiements africains et latino-américains"
- 14 heures Pause déjeuner
- 17 h 30 Point 6 de l'ordre du jour :  
"Programme de travail du Comité de coordination"
- Point 7 de l'ordre du jour :  
"Dispositions relatives à la neuvième réunion du Comité de coordination et autres questions"
- 20 heures Adoption du rapport de la huitième réunion et transport des participants vers les hôtels
- 21 heures Dîner offert par Excmo. Cabildo Insular de Tenerife, à l'hôtel Mencey de Santa Cruz de Tenerife

Annex III

SPEECHES AND PRESENTATIONS

**Eighth session of the Coordination Committee on Multilateral Payments Arrangements and Monetary Cooperation among Developing Countries**

*An opening speech by Dr. Michael Sakbani, chief of the UNCTAD delegation, on behalf of the Secretary General of UNCTAD*

Mr. Chairman, distinguished participants,

I would like on behalf of the Secretary-General of UNCTAD to welcome all of you to this meeting. I take this opportunity to thank PROEXCA and the Government of the Canary Islands for their hospitality in hosting this meeting and complement them on their efficient and thorough organization. I express the sense of all of us in being very happy to be in this beautiful place and among its friendly people.

This meeting takes place against very important changes in the world economy and the conditions of many member countries. It also comes at a time when the ECDC process is undergoing fundamental changes in scope, a nature and one might say in aims.

The World economy is showing isolated signs of recovery, notably in the U.S. and the U.K., in several Latin American countries, a continuation of strong performance in East and South East Asia, and respectable performances in the Indian sub-continent. However, many Latin American countries, the overwhelming majority of African countries, many West Asian countries and Japan and Western Europe, are all still in varying degree of recession. And while there are indicators of positive trends on the horizons, several weaknesses of the recovery can be noted:

1. The fragility of the recovery in Latin America in view of its dependence on shifting capital inflows with great potential for reverse movements.
2. The deterioration of the balance of payments of several Latin American countries which have registered the best performance.
3. The persistence of high unemployment in most Western European economies accompanied by a slow pace of investment and displacement of jobs to lower-wage locations.
5. The structural problems of the Japanese economy.
6. The continued low-ebb in the economic performance of the former Soviet Union and Eastern Europe.

Against this mixed background, the payments and clearing arrangements of developing countries continue also to have a mixed record. Two of them, the ACU and the LAIA system have been operating at very satisfactory levels by all indicators: by the volume of cleared trade, the volume of settlement in local currency, the wider scope of their operations, and the absence of arrears in their operations. Others have not fared well, they are either still under-utilized like the PTA, still suspended, CARICOM and Central America, or clearing very insignificant amounts of intra trade as is the case in Central and West Africa.

The question naturally arises, what are the prospects of these arrangements in the years to come? One cannot make a judgement on these prospects in isolation; it has to be anchored on the trends one can observe in the ECDC process. In this respect I can venture the following observations:

First of all, despite the increased movement of many developing countries towards global convertibility, many other countries are still years away from full convertibility. Hence, the classical "raison d'être" of these arrangements as providers of relief from the foreign exchange constraint persist in those

cases.

Secondly, regional and sub-regional integration is now one of the most salient features around the globe. If this trend is to continue, and every sign indicates so, then zones of convertibility or what may be called "limited convertibility" such as afforded by the payments and clearing arrangements, are likely to be instrumental to this process of integration and regional cooperation.

Thirdly, in the former Soviet republics, payments and clearing arrangements might hold a great promise for trade resumption under conditions of severe foreign-exchange shortages.

Fourthly, even among countries such as those of the ACU, most of which now enjoy convertibility, these arrangements are being transformed into fora of monetary and financial cooperation in addition to their traditional functions.

Fifthly, South-South trade and financial exchange reflect in equal measure the underdeveloped state of the economies and their trading sector. Even in South and East Asia where 2/3 of intra-trade is now taking place, the potential is hardly approached. Hence, these arrangements will continue to offer essential channels for lubricating and facilitating the growth of intra-trade.

Finally, the arrangements when coupled to credit lines, still afford extra financial access, save on costs, and encourage harmonization and coordination of exchange rates and monetary and credit regulations. Hence, they have a clear instrument value to monetary and financial integration.

Let me close by raising a fundamental question: are these arrangements as manifestations of ECDC, incompatible with a wide-open and a multilateral global system? I would rather say no; for on the way to integrating into the global economies, the vast majority of developing countries can acquire the skills, the know-how, the scale-economies and the trade-associated services necessary to global trading through regional cooperation via learning-by-doing. They might prove to be fast quitters of the global liberal system if they were to be unprepared plungers. Indeed, there is now every indication that the aim of ECDC in the 1990's is to integrate cooperation partners into the world economy through this mid-way house.

I wish you success in your work, and thank you for your attention.

## Recent developments in the Asian Clearing Union

by *Mohammad A. Ghavam*

*General Manager of Asian Clearing Union*

In the Name of Allah,  
The Compassionate the Merciful

Mr. Chairman,  
Distinguished Delegates,

It is a special privilege for me to attend such an important meeting held at this important juncture.

At the outset, allow me to express my sincere appreciation to Promociones Exteriores Canarias (PROEXCA) for their valuable collaboration in providing excellent facilities for convening this meeting. I would also like to extend my thanks to UNCTAD for their diligent work in preparing the meeting. My gratitude must also be addressed to the autonomous government and people of the Canary Islands, for enabling us to get together in this beautiful Island and for their warm and friendly hospitality.

The Eight Session of the Co-ordination Committee on Multilateral Payments Arrangements and Monetary Co-operation among Developing Countries, is taking place at a very propitious time. As a platform of cooperation among developing countries in the area of money and finance, the success of this meeting, like the previous ones, will undoubtedly help the promotion and attainment of the common economic goals of the developing countries. Therefore, I call upon all my dear colleagues present here, to gather their collective endeavour to make this meeting a very successful one.

Mr. Chairman,

During the years after the last meeting of the Coordination Committee in 1990, held in the same beautiful Islands, we have witnessed important economic and political developments, regionally and internationally. It will be useful to have a glance through the economic environment surrounding the developing countries. Indeed, the extent of cooperation among developing countries in different areas, including the area of monetary and finance, is highly dependent on the externalities encompassing these countries as well as their internal economic developments. Both affecting their economic growth, external trade and virtually their mutual ties and relations.

Mr. Chairman,

The current world economy has been marked by a rather sluggish economic growth for five consecutive years. The current cycle began in 1991, when the growth of world real GDP fell from 4.6 per cent in 1989 to only 0.6 per cent in that year. The optimism arisen from the positive impacts of the decline in international oil prices on the economies of the industrial countries (in particular, in the U.S. economy), and the new hopes of resumption of a lasting economic growth in the economies which have been acting as the locomotives of the world economy emanated from the termination of the cold war, have not materialized. Indeed, the world, and particularly the industrial world, need a comprehensive and deep restructuring to regain their economic momentum. Under these circumstances, economic wars, in place of military confrontations, have come into the forefront. The prevailing doctrine about the impacts of economic liberalization and promotion of economic competition, which had gained new attractiveness at the beginning of the 1980s, has intensified the economic conflicts. However, the need for amalgamation of capitals and resources, have convinced various groups of countries to get together and establish new regional unions. The North American Free Trade Agreement (NAFTA) among Canada, Mexico and United States (to which many other Latin American countries may wish to join), the establishment of the European Union (EU) with a prospective common currency, and the special meeting of Asia-Pacific Economic Caucus (APEC) on November 19 and 20, 1993, indicate the interest of the United States and the

more developed countries of Europe and Asia in the strengthening of regional integration. These developments are paving the way toward making considerable structural and institutional changes. These phenomena, of course, do not necessarily eradicate the cyclical economic recession in the world or put an end to the frictions in different fronts.

Notwithstanding the developments that took place at the beginning of the 1990s, slow growth in the world economy has continued. The world GDP increased only by 1.7 per cent in 1992. Although the United States entered into a period of moderate economic recovery in 1992, Japan and the EU experienced such a deep recession in 1993 that it casts doubts over the continuation of recovery in the U.S. The prospects for 1994-95 are also uncertain. Indeed, the uncertainty characterizing the short-term prospects is underscored by a further markdown of the output projections for most industrial countries.

Despite the fact that the whole developing world experienced some economic growth, the situation in specific regions has been uneven. Economic growth in Africa slowed down from 3.9 per cent in 1988 to 0.4 per cent in 1992 and it is not expected to exceed 2.6 per cent in 1994. In Asia, the newly industrializing economies (NIES), and particularly the members of the Association of South-East Asian Nations (ASEAN), have benefitted from a more sustainable growth. The trend of economic growth in the Middle East was very much affected by the fluctuations in international oil prices. The economic situation in the Western Hemisphere has been traditionally dependent on the outcome of the process of the economic reform programs implemented in this region and on the inflow of the foreign direct investments.

In the economies of the countries in transition, formerly called "the Eastern Block", economic output has fallen sharply from 1990 onward. It is expected that these countries experience a slower pace of declining economic activities from 1994. Although the restructuring of these economies, particularly in Central Asia, will provide better opportunities for cooperation among developing countries, their demand for financial support from the international community will certainly limit the availability of external finance to the other developing countries.

The debt crisis still exists. Presently, there are nearly 60 countries which are heavily indebted. Notwithstanding the improved credit ratings of the highly indebted countries in Latin America, the international financial market now faces the same level of risk as at the beginning of the last decade. It is expected that the total external debt of the developing countries continues to increase in 1993 and 1994, amounting to US dollar 1476 and US dollar 1527 respectively.

The Uruguay Round of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) negotiations was finalized after 7 years, by the ratification of the Agreement by the members on 15 December 1993. For developing countries, the reductions in tariffs of industrial countries stipulated in the new agreement does not seem to increase too much the access to the developed markets. Furthermore, the envisaged gradualism and slowness in liberalizing agricultural and textiles trade and in the opening of the markets in the industrial countries, reflects the lack of fairness in the achievements from the Uruguay Round for developing countries.

Mr. Chairman,

Against this background, allow me at this point, to give very brief information on the establishment of the Asian Clearing Union, and review its activities and operations during the past couple of years.

The need for further strengthening of the monetary and financial co-operation among developing countries and the desire to create an effective system to help reducing the needs for foreign reserves and enhancing the use of national currencies in foreign transactions, resulted in an Agreement among the Central Banks of five Asian Countries, namely India, Iran, Nepal, Pakistan and Sri Lanka, on December 9, 1974.

Soon afterwards, Bangladesh joined the agreement, while Myanmar, formerly Burma, signed the Agreement in November 1977. To keep open the way for diversification of cooperation among the developing countries, the Agreement

allows the members to engage in any other clearing arrangements with third countries, an opportunity which has already been used by some member countries. However, membership in the ACU is open to all countries in the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP) region.

The goals envisaged by members, as reflected in Article 2 of the Agreement, have been comprehensive, ambitious and achievable.

Indeed, providing a facility to settle, on multilateral basis, payments for current international transactions; using national currencies in the current transaction so as to enhance the convertibility of currencies and economize on the utilization of foreign reserves; promoting monetary and banking cooperation among member countries, aimed at expanding their trade and economic activities and providing a currency SWAP facility to the members, with a view to alleviate the pressures on the members facing balance of payments constraints by the help of surplus countries are amongst the goals of the ACU.

From the organizational point of view, the ACU has a Board of Directors on the top, comprising the Governors of the Central Banks; the annual meetings of the Board of Directors deal with various topics as well as exchanging views on common issues and problems confronting members and virtually setting guidelines conducive to the promotion and the improvement of the Union's activities. Among the important results of the board meetings, the appropriate ground for making changes and bringing convergence in certain national rules and regulations, essential for further attainment of the common goals, has been laid down. Furthermore, the enlarging of the categories of goods and services eligible for being channelled through the system, particularly the eventual acceptance by the Islamic Republic of Iran, to include petroleum and oil products among the channelled items, the refraining of Iran and Pakistan from using Economic Cooperation Organization (ECO)'s channelling system, and the directing of their transaction toward ACU are among the tangible collective endeavours of the directors made during their meetings of their exchange of views.

The ACU also benefits from secretarial services located in Tehran, Islamic Republic of Iran, directed by the General Manager, who discharges his functions and responsibilities according to what is mandated by the Board of Directors to him and carried out by a permanent staff. The ACU Secretariat, and more specifically the General Manager, conduct the ordinary business of the ACU, prepare and submit, among other documents, the financial statements, annual budgets and the draft annual reports to the Board.

The ACU Secretariat in Tehran, in conducting the ordinary business of the Union, benefits from well-advanced facilities, including a highly computerized system and a team of qualified and capable experts. The preparatory steps have been also taken to link the Secretariat to the SWIFT System. While most of the ACU member countries are connected to SWIFT, the ACU Secretariat is planning to begin using this system to handle its business in a couple of weeks.

Moving on to the operational aspect of the system, the ACU operations are based on a common monetary unit, i.e. the Asian Monetary Unit (AMU), equalling one Special Drawing Right of the International Monetary Fund (IMF), which is used for book-keeping purposes and the conversion of the national currencies of the member countries to each other. The mechanism for calculating the parities is simple and practical. The parity between the AMU and the participants' currency will be notified by the IMF to the ACU Secretariat and to all member countries. These rates are computed by the IMF on the basis of information received from the members.

While transactions among the member countries can be quoted in AMU, their national currencies or any hard international currency, the accounts are kept only in AMU. A settlement period of two months is incorporated in the system with a further grace period of two months, resulting from the use of the SWAP facility by debtor member. The settlement of the accounts is done on the multilateral basis by a virtual transfer of the balances in favour of creditors in hard currency.

As to the benefits of the ACU to its members, we should note that apart from economizing on the use of foreign reserves by the members, expenses are saved by not paying commission fees and charges to international banks for

handling transactions. This is due to the fact that all transaction within the ACU are handled by the domestic banks of the member countries. Moreover, there is no question of confidence between two parties involved in mutual trade, and therefore the relevant Letters of Credit are opened by the domestic banks without any request for confirmation by foreign banks.

In order to exhibit a better picture of the activities of the ACU, some general data is offered. In the first year of its operation, the total volume of trade (Exports plus Imports) channelled through the system amounted to only AMUs 44 million; in 1990 the same figure was AMUs 2,014 million. For the year 1993, the total volume of trade routed through the ACU amounts to AMUs 2,076 million. Out of the total transactions (including interest) made through the ACU in 1993, the amount of AMUs 308 million, or 30 per cent was settled in foreign exchange and the rest, i.e. AMUS 730 million, or 70 per cent was cleared inside the system.

It is noteworthy that, despite the rather unfavourable environment surrounding the ACU member countries and the difficult and painful economic reform programmes undertaken by many of them, and the fact that some of the ACU members are officially classified as low-income countries, the determination of the authorities of the member countries to have a successful clearing system, has resulted in notable results. The increasing trend of the intra-grouping trade channelled through the system, the low ratio of transactions cleared or settled in foreign exchange to the total transaction, and the refraining from the accumulation of any arrears since the creation of the system, are worthy to be repeated in this respect.

Mr. Chairman,

Notwithstanding the progress made in the operations of the ACU during its nineteen years of activities, I acknowledge that it is still suffering from a number of shortcomings and there is also a lot of room for the diversification and the expansion of its activities. Indeed, the ACU should include in its framework areas such activities, as the creation of a reserve fund, the provision of the members with common financial instruments, and above all, the enlargement of its geographical coverage.

In this regard, I agree completely with the content of paragraph 104 of the comprehensive and very useful paper, prepared by the Division of ECDC of UNCTAD<sup>1</sup>, that the ACU members, in the later stages, should "transform their clearing systems into payments unions and, later on, monetary cooperation zones. In this case, their activities may cover, beside payments for trade, exchange rate harmonization, cooperation in the design and implementation of fiscal and monetary policies, promotion of intra-grouping capital flows by the harmonization of the regulation of money and capital markets, and, eventually, concentration in the conception and realization of adjustment programmes to ensure their compatibility with the objectives of sub-regional integration".

To investigate the possibilities and to encourage the countries eligible to join the ACU, ACU held a workshop entitled "Clearing Arrangement in the Asia and Pacific Region": on 26-27 of October 1991. The main goal of this workshop was to introduce the Asian Clearing Union and elaborate the benefits entailing the ACU membership, to the representatives of non-member countries which were invited to the workshop. Along with the representatives of the ACU member countries, monetary authorities and expert from six other Asian countries attended the workshop. The outcome of the workshop, although positive, has not yet resulted in the expansion of the number of members. Much work has been left in this area, which is on the current agenda of the ACU.

Given the above, I would like to call, from this chair, in the capacity of General Manager of the ACU, on all ESCAP countries, to consider seriously their membership in the Asian Clearing Union. Indeed, joining this system, will not only favour the strengthening of the monetary and financial ties among developing countries, but also will help decisively the expansion and diversification of the members' external trade, and will lead to the promotion

---

<sup>1</sup> "Clearing and Payments Arrangements among Developing Countries: Recent Developments, Long-term Policy Considerations", 4 February 1994. UNCTAD/ECDC/238.

of their economic growth as well as the enhancement of the living standards of their people. It has to be mentioned that, for the countries implementing economic policy reforms, particularly economic and trade liberalization programmes, under which, their Balance of Payments position will naturally sustain pressures from import liberalization, joining the Asian Clearing Union will provide some relief through lowering their needs for hard currencies for external payments. They can also benefit from credits granted to them under the SWAP facility available in the system. Members have easy access to this facility for a cost which is lower than that of the other similar financing window.

As far as ACU's potential contribution to the improvement of other multilateral payments arrangements of developing countries is concerned, while admitting that stronger collective efforts by the member countries will be a crucial element in overcoming the shortcomings still facing some of the regional clearing systems, they could also rely on the technical assistance made available to them by the Asian Clearing Union in different areas.

Thank you.



## Recent Developments in the CARICOM Multilateral Clearing Facility, 1988 - 1993

by Ms. Joan John  
Manager, Foreign Exchange and Investment Department  
Central Bank of Trinidad and Tobago

The Caricom Multilateral Clearing Facility (CMCF) suspended activities in 1983, after six (6) years of operation, as a result of the accumulation of arrears. In the period since then, the region has re-examined the viability of reactivating the Facility. At a meeting of Governors of Central Banks in the region in December 1990, a Committee was established to prepare a report on the possible ways of reviving the Facility, the benefits to be derived therefrom, the targets for possible implementation and the associated difficulties. The report, presented in 1991, concluded that the prospects for a resumed CMCF were not propitious in view of the inability of the debtors to settle obligations, the inability of participants to capitalize a new arrangement with any substantial US dollar equity contribution and in view of the foreign exchange arrangements being adopted by a number of member countries.

In the period since suspension therefore, the only activities which have taken place under the aegis of the CMCF have been the rescheduling the obligations of the debtor (in the case of the CMCF, it is to be noted that there is one major debtor owing in excess of US\$ 160.0 million to the Facility) and the activities of the Caricom Travellers Cheques (CTC) Facility. The latter was terminated on 31st December, 1993, in large measure because interest in it had been lost with the weakening in the value of the currency, the Trinidad and Tobago dollar, in which it was denominated.

Consequently, although it may be argued that such institutions are more critically needed in times of economic difficulties, it is essentially because of this situation and more particularly the process of adjustment, including the foreign exchange arrangements adopted that these institutions have fallen into desuetude.

Two aspects of developments in the region may therefore be of interest to this forum - the first relates to the experience of the CTC Facility and the second to the foreign exchange arrangements in the region.

### 1. Recent Performance of the CTC

The CTC Facility operated from 1980 to 1993. The cheques were issued in Trinidad and Tobago dollars in denominations of 10, 20, 50, and 100. Usage of this facility has fluctuated over the years but reached record low levels in the last couple years of operation. The attached **table 1** shows the US dollar value of sales and encashments of cheques over the five (5) years 1986 to 1991. From average annual levels in excess of US\$ 3.0 million, both sales and encashments declined below US\$ 1.0 million in 1992. The data for 1993 is not yet available, but indications are that sales declined further.

The experience of the Facility suggests that greater interest was shown by member countries when economic difficulties encouraged a search for ways and means to conserve on the use of foreign exchange. However, as such difficulties intensified, the amount of travel in the region declined. In any event, the destination of travellers from the area has generally been to extra-regional destinations and this has affected the viability of the Facility. The falling interest in the Facility became clearly evident in 1991 when sales in the three (3) countries experiencing most severe economic difficulties were significantly reduced. The depreciation of the Trinidad and Tobago dollar over the period further weakened interest in the chequing facility. It is to be noted that this currency declined in value in three (3) stages, from a value of TT\$ 2.40 = US\$ 1.00 to TT\$ 5.70 = US\$ 1.00 to TT\$ 3.60 = US\$ 1.00; the second movement occurred in 1988 when there was a further devaluation to TT\$ 4.80 = US\$ 1.00, and the most recent devaluation on 13 April, 1993 to TT\$ 5.60 = US\$ 1.00 which accompanied the floating of the exchange rate. Furthermore, the trend in

foreign exchange arrangements does not suggest an early return to fixed exchange rate values but rather towards flotation and convertibility of currencies.

## *2. Developments in the Foreign Exchange Arrangements*

Up to 1981, all countries in the region carried fixed exchange rates to the US dollar. Currently, there are a variety of systems in the region. This development can be viewed in the context of the increasing number of developing countries which have adopted floating or flexible rates regimes. Over the period 1977 to 1990, the proportions of Fund member developing countries who have adopted flexible arrangements have risen from 13 per cent to 36 per cent. Within the region, three members - Guyana, Jamaica and Trinidad and Tobago - have adopted some form of flexible exchange rate system.

In 1981, Guyana began to use a basket of currencies to determine the external value of its currency and in February 1987, a free foreign exchange market scheme intended to operate at market related rates at commercial banks was established. In September 1991, Jamaica introduced full liberalization of the exchange system. In this environment, both spot and forward exchange rates are determined by supply and demand conditions in the interbank market. In April 1993, Trinidad and Tobago implemented a floating exchange rate regime and simultaneously abolished exchange controls.

## *3. Conclusions*

The recent exchange rate policies of CMCF member countries have added much uncertainty to the value of their respective currencies. Additionally the economic performance of countries make it infeasible for many of them to offer credit to the region particularly in the context of the existing arrears. As a result, a move towards revival of the CMCF in the near term does not appear to be likely.

Table 1  
**CARICOM TRAVELLERS CHEQUES  
 SALES AND ENCASHMENTS**  
 US DOLLARS  
 1986-1992

| SALES                          |                  |            |                  |            |                  |            |                  |            |                  |            |                  |            |                |            |
|--------------------------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|----------------|------------|
| CENTRAL BANK                   | 1986<br>US\$     | %          | 1987<br>US\$     | %          | 1988<br>US\$     | %          | 1989<br>US\$     | %          | 1990<br>US\$     | %          | 1991<br>US\$     | %          | 1992<br>US\$   | %          |
| Trinidad & Tobago              | 1,695,016        | 43.51      | 1,141,772        | 34.04      | 777,720          | 23.56      | 2,592,927        | 52.05      | 2,082,838        | 48.91      | 649,511          | 45.68      | 139,099        | 21.04      |
| Barbados                       | 561,491          | 14.41      | 493,000          | 14.69      | 568,879          | 17.23      | 640,854          | 12.86      | 687,485          | 16.14      | 587,696          | 41.33      | 381,496        | 57.70      |
| East Caribbean<br>Central Bank | 257,147          | 6.60       | 217,419          | 6.48       | 248,917          | 7.54       | 143,275          | 2.88       | 1600,565         | 3.77       | 127,560          | 8.97       | 140,473        | 21.24      |
| Guyana                         | 682,783          | 17.53      | 682,941          | 20.36      | 943,530          | 28.58      | 711,824          | 14.29      | 468,682          | 11.01      | 24,986           | 1.76       | 0              | 0.00       |
| Jamaica                        | 698,936          | 17.94      | 819,422          | 24.42      | 761,902          | 23.08      | 893,127          | 17.93      | 859,198          | 20.17      | 32,186           | 2.26       | 118            | 0.02       |
| Belize                         | 36               | 0.01       | 488              | 0.01       | 323              | 0.01       | 0                | 0.00       | 0                | 0.00       | 0                | 0.00       | 0              | 0.00       |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>3,895,409</b> | <b>100</b> | <b>3,355,042</b> | <b>100</b> | <b>3,301,271</b> | <b>100</b> | <b>4,982,007</b> | <b>100</b> | <b>4,258,768</b> | <b>100</b> | <b>1,421,939</b> | <b>100</b> | <b>661,186</b> | <b>100</b> |

| ENCASHMENTS                    |                  |            |                  |            |                  |            |                  |            |                  |            |                  |            |                |            |
|--------------------------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|----------------|------------|
| CENTRAL BANK                   | 1986<br>US\$     | %          | 1987<br>US\$     | %          | 1988<br>US\$     | %          | 1989<br>US\$     | %          | 1990<br>US\$     | %          | 1991<br>US\$     | %          | 1992<br>US\$   | %          |
| Trinidad & Tobago              | 946,609          | 22.58      | 827,691          | 25.56      | 961,261          | 30.01      | 1,315,063        | 29.25      | 1,032,447        | 24.15      | 523,701          | 33.26      | 121,586        | 41.41      |
| Barbados                       | 1,007,705        | 24.04      | 828,527          | 25.59      | 721,871          | 22.53      | 1,009,473        | 22.45      | 1,179,504        | 27.59      | 334,551          | 21.25      | 91,007         | 12.57      |
| East Caribbean<br>Central Bank | 1,858,644        | 44.34      | 1,205,725        | 37.24      | 1,96,076         | 34.21      | 1,569,788        | 34.91      | 1,491,751        | 34.90      | 614,784          | 39.04      | 255,962        | 35.35      |
| Guyana                         | 24,861           | 0.59       | 34,272           | 1.06       | 45,753           | 1.43       | 50,626           | 1.13       | 48,075           | 1.13       | 70,341           | 4.47       | 35,689         | 4.93       |
| Jamaica                        | 330,700          | 7.89       | 316,138          | 9.77       | 360,646          | 11.26      | 527,838          | 11.74      | 508,741          | 11.90      | 31,082           | 1.97       | 19,386         | 2.67       |
| Belize                         | 23,083           | 0.56       | 25,336           | 0.78       | 17,874           | 0.56       | 23,426           | 0.52       | 14,176           | 0.33       | 224              | 0.01       | 522            | 0.07       |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>4,191,602</b> | <b>100</b> | <b>3,237,689</b> | <b>100</b> | <b>3,203,481</b> | <b>100</b> | <b>4,696,214</b> | <b>100</b> | <b>4,274,772</b> | <b>100</b> | <b>1,574,683</b> | <b>100</b> | <b>724,153</b> | <b>100</b> |

## Evolution récente de la Chambre de Compensation de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)

par Paul Andely  
Secrétaire Exécutif

Il convient de rappeler que la Chambre de Compensation de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale créée par le Traité instituant cette Communauté qui regroupe 10 Etats de l'Afrique Centrale (Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao-Tomé et Principe, Tchad, et Zaïre) a repris le 2 septembre 1989, les activités de l'ex Chambre de Compensation de l'Afrique Centrale "CCAC" qui avait été mise en place à la suite de d'un accord conclu entre la Banque des Etats de l'Afrique Centrale et la Banque du Zaïre en Janvier 1979.

La Chambre de Compensation de la CEEAC compte cinq Banques Centrales membres pour cinq monnaies différentes qui sont: le franc burundais, le franc CFA,<sup>2/</sup> le franc rwandais, le dobra de Sao-Tomé et Principe et le zaïre-monnaie.

### 1. Caractéristiques du Mécanisme de la Chambre de Compensation de la CEEAC

Les caractéristiques essentielles des Règles et Règlements qui régissent les opérations de la CEEAC sont les suivantes:

|   |  |
|---|--|
| Nature des transactions admissibles dans le Mécanisme:                        | Marchandises originaires des Etats membres   |
| Unité commune de compte et de conversion des Monnaies nationales:             | Unité de Compte de l'Afrique Centrale "UCAC" équivalant à 1 DTS                            |
| Monnaie de facturation:   | 1) UCAC ou DTS; ou<br>2) Monnaie du pays exportateur; ou<br>3) Monnaie du pays importateur |
| Monnaies d'intervention pour le règlement des soldes entre Banques Centrales: | Une quelconque des monnaies qui composent le DTS   |
| Modes de paiement admissibles par le Mécanisme:                               | Tous les modes de paiement couramment utilisés dans le commerce international              |
| Période de crédit intérimaire entre les Banques Centrales:                    | Un mois  |
| Taux de change applicable pour le règlement des soldes:                       | Taux du jour   |

### 2. Performances de la Chambre de Compensation de la CEEAC

Les performances du système de compensation en Afrique Centrale sont reprises dans le Tableau 1 du document "les accords de paiements et de compensation entre pays en développement - Evolution récente et considérations pour l'avenir" <sup>3/</sup>.

Il convient cependant de préciser que les chiffres qui y figurent, (en millions) doivent être lus en Unités de Compte de l'Afrique Centrale ou DTS.

Ajoutons à ce Tableau les éléments suivants:

---

<sup>2/</sup> "Communauté financière africaine". Le franc CFA est la monnaie commune des 7 membres de la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCAO) et des 6 membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)

<sup>3/</sup> UNCTAD/ECDC/238, 4 février 1994.

| Année | Total des Transactions présentées pour la compensation (2) | Montant net des transactions réglées en devises (3) | Ratio % (3/2) |
|-------|--|---|---------------|
| 1992  | 21,8   | 21,8  | 100           |
| 1993  | -  | -   | -             |

On remarquera à travers les chiffres communiqués que la Sous-Région de l'Afrique Centrale:

- enregistre le volume de commerce intra-sous régional le plus faible parmi tous les groupements indiqués (13,8% du commerce intra communautaire de la CEDEAO et 31,1% du commerce intra ZEP);
- présente le plus faible pourcentage de 0 à 1% du commerce intra sous régional saisi par le système de la Chambre de Compensation de 1986 à 1993;
- affiche le plus fort ratio de 73 à 100% des règlements nets en devises des opérations de la Chambre de Compensation.

S'il est constaté généralement la faiblesse du commerce intra africain, il y a cependant lieu de souligner que la Sous-Région de l'Afrique Centrale est celle qui présente le plus de points négatifs dans l'appréciation des performances d'échanges sous-régionaux.

Cette situation particulière est due à l'aggravation d'obstacles de toute nature d'ordre politique, économique, réglementaire et administratif.

Nous pouvons citer à ce sujet:

- la forte orientation à l'import substitution, conçu essentiellement pour le marché intérieur;
- l'inefficacité des systèmes de promotion des exportations;
- le déséquilibre dans les échanges, généré par des structures de production qui sont plutôt concurrentes que complémentaires;
- les barrières tarifaires et non tarifaires;
- la rigidité des réglementations d'immigration entre les pays de la Sous-Région, qui entravent la circulation des personnes et des biens;
- la précarité des moyens de transport et de communication et leurs coûts élevés;
- le défaut de confiance entre les opérateurs économiques entretenu par des traditions et des pratiques commerciales différentes entre les deux sous-groupements économiques qui composent la CEEAC;
- la disparité dans les réglementations de change et une coopération monétaire très frileuse entre les Etats;
- la méfiance entre les banques commerciales dans l'établissement des relations de correspondants.

Si la mission essentielle de la CEEAC est de lever progressivement les nombreux obstacles ci-dessus énoncés en vue de conduire les Etats de la Sous-Région vers l'intégration économique, force est de constater malheureusement que les résultats obtenus par notre Communauté, sur la voie de la libéralisation des échanges intra-communautaires, sont très minces.

Les difficultés financières que connaît le Secrétariat Général de la CEEAC depuis plus de trois ans et qui on paralysé son fonctionnement, inquiètent à plus d'un titre quant à la réalisation des objectifs fondamentaux assignés à ce groupement économique sous-régional indispensable à l'avènement d'un marché commun africain, projeté par l'OUA.

Les plus Hautes Autorités de l'Afrique Centrale sont donc interpellées pour une relance de l'activité du Secrétariat Général de la CEEAC à la lumière d'un plan de restructuration qui leur sera très prochainement soumis.

### 3. Analyse des performances de la Chambre de Compensation de la CEEAC

Les transactions captées par la CCEAC depuis sa mise en place en 1989 jusqu'à fin décembre 1993 de 25,8 millions de DTS se rapportent exclusivement aux importations du Zaïre en provenance des pays membres de la BEAC (Cameroun, Centrafrique, Congo et Tchad).

La répartition par produits se présente comme suit:

|                                      |        |
|--------------------------------------|--------|
| Produits de consommation domestique: | 91,0 % |
| Produits industriels:                | 6,8 %  |
| Produits pétroliers:                 | 1,3 %  |
| Prestations de Service:              | 0,9 %  |

On remarquera que la forte progression des transactions en 1992 est exceptionnelle. Elle a été provoquée par certains produits alimentaires courants (riz, farine, sucre, etc...) et par des produits pharmaceutiques qui ont cruellement manqué au Zaïre après les événements de destruction de Septembre 1991.

Il est donc constaté que le Zaïre est l'utilisateur principal du système de la Chambre de Compensation en Afrique Centrale et uniquement en position d'exportateur vis-à-vis des Etats membres de la Zone d'Emission de la BEAC. Cette utilisation univoque du système de la Chambre de Compensation par les importateurs zairois s'explique par le fait que ceux-ci ont tiré profit jusqu'à présent de gain de change en payant en Zaires leurs factures au taux minoré officiel appliqué par la Chambre de Compensation par rapport au taux réel du marché du Zaïre, en dépréciation constante.

Les exportations du Zaïre en direction des autres pays de la Sous-Région seraient détournées de la Chambre de Compensation parce que dans un environnement de pénurie de moyens de paiements extérieurs, les recettes en devises qui reviennent normalement dans le cas d'espèce à la Banque Centrale, appelée seule à payer les soldes débiteurs de compensation en devises fortes, ne se procurent pas aux banques et aux opérateurs économiques.

Cette situation est à la base d'absence de soldes compensés dans le mécanisme de la CCEAC et de positions structurellement débitrices de la Banque du Zaïre envers la BEAC.

L'absence de compensation qui a entraîné l'absence d'économie de devises va à l'encontre d'un des objectifs essentiels du système de Compensation.

Rappelons que cette situation est entretenue par les structures de production et le système monétaire de cohabitation ouverte avec le marché parallèle des devises.

Les réflexions actuellement en cours au niveau de la Banque du Zaïre sur l'élaboration des mesures incitatives aux exportations au sein de la Sous-Région par le biais de la Chambre de Compensation, contribueront au redressement tant soit peu de cette situation "anachronique".

#### 4. Règlement des soldes

Si jusqu'au mois de mai 1992, les soldes dûs dans le système de Compensation de la CCEAC ont été payés régulièrement, il est constaté malheureusement depuis Décembre 1992, des arriérés de paiement importants totalisant près de 31 millions de dollars US.

Ces arriérés qui ont apparu pour la première fois à la CCEAC et qui menacent de la paralyser ont fait l'objet d'un Protocole de règlement entre la Banque Centrale créancière et la Banque Centrale débitrice en Octobre 1993.

Nous profitons des présentes assises pour déclarer que ce problème d'arriérés de paiement des soldes de compensation vécu par d'autres Chambres de Compensation se révèle aujourd'hui, devant les difficultés économiques que traversent les pays africains qui connaissent presque tous des déficits structurels des balances de paiements, comme une grosse épine implantée dans les systèmes de compensation et de paiements qu'elle menace d'emporter et qu'il faut donc obligatoirement extirper.

La Chambre de Compensation de la CEEAC confrontée à cette situation depuis plus d'un an, souhaite vivement, au delà des arrangements bilatéraux conclus entre les Banques Centrales débitrices et créditrices concernées, tirer profit de l'expérience des autres Chambres de Compensation sur la question, et surtout voir le Comité de Coordination des Accords Multilatéraux de Paiements et de la Coopération Monétaire entre pays en développement, se pencher sur ce problème pour dégager des voies de solution fiable.

Il convient de préciser qu'il s'agit ici d'un problème capital qui a paralysé en ce moment le fonctionnement de certaines Chambres de Compensation. Il mérite que lui soit accordé une attention particulière au cours des présentes réunions parce qu'il conditionne l'existence même des Arrangements de Compensation et de Paiements.

#### 5. De la question relative aux Modalités de la Coopération institutionnelle multilatérale entre Chambres de Compensation et Accords de paiements de l'Afrique et de l'Amérique Latine

Les points n° 5 des ordres du jour annotés de la 8<sup>e</sup> Réunion du Comité de Coordination des Accords Multilatéraux de Paiements et de la Coopération Monétaire entre pays en développement, et de la 2<sup>e</sup> Conférence des Gouverneurs et Hauts Fonctionnaires des Banques Centrales de l'Afrique et de l'Amérique Latine sur l'expansion du Commerce Sud-Sud, indique que cette question a été soumise au Comité de Coordination des Accords Multilatéraux de paiements au cours de sa 7<sup>e</sup> réunion tenue en Décembre 1990 à Las Palmas.

Le Comité de Coordination fera présentement rapport aux participants, de ses propositions de mécanismes multilatéraux pour les paiements entre les pays de l'Afrique et de l'Amérique Latine.

Sans anticiper sur les conclusions de ce Rapport, il convient d'emblée de signaler que l'intérêt d'une coopération institutionnelle entre les Chambres de Compensation est certaine.

Il s'agira à notre humble avis, dans un premier temps, de mettre en place un cadre juridique de concertation et de consultation entre les Chambres de Compensation.

Les objectifs à assigner à cette structure pourraient être résumés comme suit:

- échange régulier d'informations et d'expériences entre les Chambres de Compensation (ex: création d'un bulletin de liaison);
- essai de rapprochement des Règles et Règlements régissant les opérations;
- initiation des campagnes de sensibilisation regroupant les opérateurs économiques de Sous-Régions différentes ou de continents différents afin

de les sensibiliser sur les avantages des systèmes de compensation;

- établissement et entretien des liens fonctionnels et techniques appropriés et permanents entre les Chambres de Compensation, sur la base de l'existence des relations commerciales entre sous-régions et pays différents;
- participation à toute réflexion et étude sur les arrangements de compensation et de paiements.

Cet instrument de coopération entre les Chambres de Compensation devrait surtout, eu égard à l'élargissement des possibilités des sources de financement interne que pourra constituer la sommation des soldes créditeurs périodiques non négligeables dans l'ensemble des mécanismes de Compensation d'une part, et grâce à la confiance qu'elle pourrait susciter à l'extérieur pour la mobilisation de ressources externes, constituer un Fonds de garantie pouvant aider au financement même partiel des déficits de balances sous régionales ou des soldes débiteurs de certaines Banques Centrales dans les systèmes de compensation, en observant des dispositions de conditionalité rigoureuse que seraient mises en place.

Il faudra nécessairement éviter de transférer les arriérés de paiement des soldes de compensation des arrangements de paiements sous régionaux dans les règlements inter Chambres de Compensation. Ce serait là à notre avis, l'une des conditions essentielles pour la réussite de la coopération financière entre les Chambres de Compensation africaines et latino-américaines.

En conclusion, s'il existe bien des possibilités d'expansion du commerce Sud-Sud à travers les Chambres de Compensation africaines et latino-américaines comme le démontrent les statistiques reprises au Tableau No. 4 du document sur la Coopération Institutionnelle entre Chambres de Compensation et Accords de paiements de l'Afrique et de l'Amérique Latine<sup>4/</sup> il convient de souligner que tout doit être mis en oeuvre pour garantir le paiement des soldes entre les Chambres de Compensation afin d'entretenir une coopération monétaire saine et durable inter-Chambres de Compensation.

Pour les Chambres de Compensation africaines, ce serait là le prélude à la création de l'Union Africaine de Paiements, inscrite par l'OUA dans le Plan d'Action et l'Acte Final de Lagos.

#### C.4 Chèques de voyage en UCAO

- Leur mise en place reste liée à celle du Fonds de Crédit et de Garantie.
- Leur objectif sera de relancer les échanges entre les Etats membres.
- La conception, les modalités pratiques d'émission, de mise en circulation et de comptabilisation ont déjà été clairement définies.

## Evolution récente de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest

par Cheikh Saad-Bouh Diao  
Secrétaire Exécutif

### 1. Rappel

Créée en 1975 et opérationnelle à partir de 1976, la CCAO a vu ses opérations croître quasi-progressivement jusqu'en 1984 où elles ont atteint leur summum pour ensuite amorcer une tendance à la baisse. Toutefois, depuis 1991, on assiste à une sensible reprise.

### 2. Principales causes de ce repli

Lourds impayés consécutifs à des problèmes de balance de paiement et de dette extérieure de certains débiteurs, décourageant les pays créditeurs à utiliser le système.

Des différentiels de taux de change très importants entre les différents pays membres, poussant les opérateurs à préférer traiter leurs opérations au comptant (marchés parallèles où les taux sont déterminés par les forces du marché), donc en dehors des circuits officiels.

La nature faible et relativement sous-développée du système bancaire dans plusieurs pays a fait que très peu de Banques Commerciales ont des correspondants dans la sous-région, ce qui a empêché les transactions commerciales de se faire par la CCAO. Ce manque de relations de correspondants a fait que certaines lettres de crédit sont souvent confirmées en Europe, même pour les transactions intra-régionales, ce qui non seulement retarde les transactions mais greffe les coûts.

Les différences relatives aux politiques monétaires et bancaires ont compliqué aussi les procédures d'utilisation du système.

La méconnaissance du système au sein de la communauté des affaires et parmi les banquiers.

La multiplicité des monnaies avec l'existence d'un groupe de pays à monnaie convertible et sur laquelle se sont focalisés tous les opérateurs et qui a bien renforcé le secteur informel.

#### 2.a L'existence de barrières tarifaires et non tarifaires

Le financement régional des échanges a souffert de la pénurie des facilités de crédit, ceux existant ont été administrés faisant que les taux d'intérêt réels ont été négatifs du fait d'une inflation galopante n'attirant donc pas l'épargne.

Le potentiel du commerce intra-régional a été réduit du fait de l'existence d'un double emploi de l'activité industrielle dans la sous-région (industries de substitution aux importations, manque de coordination au niveau de politiques industrielles, manque de complémentarité des industries). Par ailleurs, il n'y a pas de connaissance dans la sous-région, en matière d'opportunité commerciale. Les importateurs ignorent les possibilités d'approvisionnement, tandis que les exportateurs ne prennent pas l'initiative de promouvoir suffisamment leurs marchandises.

Outre le manque d'infrastructure de communication et téléphonique qui grève le mouvement de marchandises et la circulation de l'information, les prix élevés des marchandises produites localement ont constitué des obstacles majeurs du fait:

- de l'absence de la concurrence
- de la surévaluation des taux de change
- de l'absence d'économie d'échelle
- de l'insuffisance d'expérience en matière de commerce pour l'exportation

### 3. *Palliatifs envisagés*

Conscients que le mécanisme de paiement et de compensation a fonctionné au ralenti, du simple fait du recul du commerce entre leur pays conjugué à un endettement lourd et à un marasme économique généralisé, les différents Etats ont décidé de renforcer leur coopération économique par des efforts visant à promouvoir la croissance économique, et à redoubler d'effort pour relancer le commerce intra-zone par:

- l'élimination des obstacles et freins à ce commerce (barrières tarifaires et non tarifaires).
- La suppression des entraves monétaires et financières

### 4. *Situation actuelle*

#### a. *Arriérés de règlement*

Des protocoles d'accord ont été signés par tous les débiteurs, et les règlements respectés, excepté pour un pays confronté à une guerre. De 50,0 millions d'UCAO<sup>5/</sup> en 1985, les arriérés sont tombés à 15,0 millions d'UCAO au 31-12-93.

#### a.1 *Compensation*

Le ratio compensation/transactions brutes, indicateur approximatif des économies de devises réalisées par le mécanisme de compensation continue à se dégrader, dénotant ainsi la faiblesse persistante des échanges intra-régionaux officiels. Les transactions entre Etats frontaliers existent bien, mais sont dominées par les petits commerçants qui n'empruntent guère les canaux officiels, stimulant ainsi l'émergence de marchés monétaires parallèles qui affectent sérieusement les réserves en devises des pays et leurs politiques fiscales.

#### b. *Situation économique des différents pays*

Des réformes des secteurs réels et monétaires ont été entamées par-ci, par-là, permettant ainsi l'impulsion d'une nouvelle dynamique économique. Un peu partout, la dérégulation du secteur monétaire et financier a été ou entamée ou poursuivi la politique d'austérité destinée à réduire ou à maîtriser les dépenses publiques et à accroître les recettes budgétaires par un élargissement de l'assiette de l'impôt et une amélioration du recouvrement. La mauvaise performance du secteur extérieur s'est poursuivie suite à la détérioration des cours des principaux produits d'exportation, et les programmes d'ajustement structurelle (PAS) ont continué à viser la réalisation d'un ajustement de change et d'une libéralisation des marchés.

#### c. *Perspectives de la CCAO*

---

<sup>5/</sup> Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest équivalant à 1 Droit de Tirage Spécial (DTS) du FMI.

c.1 *Transformation en une agence spécialisée autonome de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest*

Suivant décision A/Dec.4/7/92 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, AMAO (Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest), l'objectif de l'AMAO sera de jouer un rôle plus efficace dans le processus d'intégration monétaire régionale et notamment la mise en place d'une monnaie unique à l'horizon 2000. Elle sera un outil de concertation entre les Banques Centrales en vue de la formulation de recommandations pertinentes sur les moyens de relancer l'intégration économique et monétaire de la sous région. Ceci nécessitera donc une volonté manifeste d'harmonisation et la coordination des politiques macro-économiques dans le domaines:

- monétaire;
- budgétaire; et
- de change

c.1.1 *Domaine monétaire*

- Mettre en place un financement adéquat du secteur privé;
- Libéraliser le crédit, mettre en place des instruments indirects pour ce faire;
- Les taux d'intérêt seront déterminés à partir des forces du marché;
- Résorber les excédents de liquidités afin de stabiliser les prix tout en laissant une marge de manoeuvre pour promouvoir la croissance;
- Maîtriser l'inflation.

c.1.2 *Domaine Budgétaire*

- Réduire les déficits budgétaires à des niveaux compatibles avec les exigences de la stabilité des prix;
- Plafonner les financements monétaires des déficits;
- Eliminer les arriérés de paiement sur la dette intérieure;
- Alléger progressivement le service de la dette.

c.1.3 *Domaine change*

- Les taux de change devront être déterminés par les forces du marché;
- Eliminer les restrictions sur les transactions courantes et les paiements sous-régionaux;
- Les taux de change nominaux devront se rapprocher au mieux des taux d'équilibre des marchés, ce, afin de garantir une convertibilité limitée des différentes monnaies et faciliter la libéralisation des contrôles de change et enrayer le secteur informel.

c.1.4 *Autres aspects*

A ces domaines, devront s'ajouter des aspects politiques tels que:

- l'harmonisation des PAS déjà adoptés par les Etats membres;
- l'autonomie des Banques Centrales;
- la rationalisation du rôle des organisations intergouvernementales;
- la libéralisation des opérations en capital, afin de permettre la création de marchés de capitaux régionaux.

Il reste entendu que la réussite du processus d'intégration sera, en effet, tributaire des avancées significatives opérées dans la voie de l'ajustement des économies des pays membres et de l'instauration progressive d'une convergence effective de politique nationale.

*c.2 Stade actuel de l'AMAO*

\* **Ratification du protocole** = en cours.

\* **Status** = étude avancée

\* **Implications financières** = sont à l'étude, ainsi que les modalités de contribution au Budget.

\* Deux études financées par le PNUD et portant sur:

- l'utilisation et l'acceptabilité des monnaies nationales dans les échanges intra-régionaux et le règlement des opérations commerciales à l'intérieur de la CEDEAO; et
- les indicateurs macro-économiques de convergence à adopter dans l'application des politiques fiscales et monétaires par les Etats membres dans le cadre du programme de coopération monétaire de la CEDEAO, on été discutés et des amendements apportés.

*c.3 Fonds de crédit et de garantie*

L'objectif de ce fonds sera d'assurer une prompte solution, à l'avantage des banques créditrices, aux problèmes temporaires posés par les paiements, de telle sorte que les transactions intra-régionales demeurent à leurs niveaux optimaux.

L'étude est très poussée et les négociations doivent normalement reprendre courant 1994 avec l'Union Européenne.

*c.4 Chèques de voyage en UCAO*

- Leur mise en place reste liée à celle du Fonds de Crédit et de Garantie.
- Leur objectif sera de relancer les échanges entre les Etats membres.
- La conception, les modalités pratiques d'émission, de mise en circulation et de comptabilisation ont déjà été clairement définies.

## Recent Developments in the Arab Monetary Fund and the Arab Trade Financing Facility

by Mohamed Hamid Elhag  
Economist, Arab Monetary Fund<sup>6</sup>

### I. The Arab Monetary Fund

#### 1. Background

The Arab Monetary Fund (AMF) was established in 1977. All members of the League of Arab States, with the exception of Djibouti, are currently members of the Fund. The main purpose of the Fund set forth in its Articles of Agreement, is to help lay the monetary foundation for Arab economic integration, and to promote economic development of member countries.

The Articles of Agreement specify several objectives including, *inter alia*, the provision of balance of payments support and credit facilities to member states, the stabilization of exchange rates among Arab currencies, the development of Arab financial markets and the provision of training and technical assistance to member countries.

Following a thorough review of needs of member countries, changes in Arab and international economic environment and means at the Fund's disposal, priorities were restructured to give prominence to the following areas:

- a) Promotion of intra-Arab trade where the Fund's efforts were crowned with the establishment of the Arab Trade Financing Program (ATFP) in 1989.
- b) Support of economic adjustment and structural reform efforts in member countries.
- c) The provision of technical assistance and training. To better achieve its goals in this field the Fund established in 1988 its "Economic Policy Institute".
- d) A program for the development of Arab financial markets.
- e) Promotion of monetary and economic co-operation amongst member countries.

#### 2. Developments in Arab Trade with Developing Countries

The share of Arab countries' trade with developing countries in their overall external trade, experienced an increase during the period 1982-1992.

The share of exports to developing countries rose from a level of around 26 per cent of overall Arab exports in 1982 to around 29 per cent in 1992.

The Arab imports from developing countries expanded at a more pronounced pace, rising from a level slightly less than 16 per cent to over 21 per cent in 1992. This rise in import share could be attributed in part, to the growing importance of the emerging economies of East Asia as a source of supply of manufactured goods, and to the fact that an increasing number of Arab countries have opted for opening up their economies and liberalizing trade, as an integral part of far-reaching reforms. The countries of the Cooperation Council of the Arab States of the Gulf (GCC), on the other hand, impose in essence no restrictions on trade.

Intra-Arab trade experienced a modest increase during the same period, with its share in overall Arab trade rising from the 7-8 per cent level of 1982 to 8-9 per cent in 1992.

---

<sup>6</sup> The views expressed here are not necessarily binding to the Arab Monetary Fund.

Arab exports to developing countries consist of crude oil and refined petroleum products which represent the bulk of those exports, in addition to raw materials, petrochemicals, fertilizers and various other manufactured products. Imports are composed of agriculture and food products, manufactured consumer goods, chemicals and a limited range of capital goods.

Nevertheless, the expansion of Arab trade with developing countries, is limited not only by the relative narrowness of the production base in most developing countries, and similarities in economic structures, but also by the lack of support services vital to the expansion of this trade. In particular, inadequacies are manifest in the fields of: trade finance and credit guarantees; communications and regular shipping lines; marketing; and trade information services.

The Arab Trade Financing Program (ATFP) was established to provide some of these services in an Arab context. An African Export-Import (EXIM) Bank was recently established to pursue similar objectives in the African region. Strengthened co-operation and co-ordination between these two, and clearing houses and similar institutions in developing countries, concentrating on feasible and practicable measures, could pave the way for a higher level of trade relations between the different regions of the developing world.

It is worth mentioning as a conclusion to this section, that the Arab Monetary Fund's efforts to forward the interest of its members with respect to issues related to multilateral trade, were rewarded by the decision of the Council of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) Representatives in December 1993 to grant the AMF observer status at both the GATT Council and the meetings of contracting parties. This will enable the Fund to effectively co-operate and co-ordinate efforts with Arab members of GATT, as well as other developing countries, to defend their interests in the international trade arena, especially with regard to protectionist measures adopted by developed countries in the face of exports from developing countries.

### 3. Currency Convertibility

As part of its continuing efforts to support economic adjustment and structural reform programs implemented by member countries, the Fund, jointly with the IMF Institute, sponsored a Seminar on Currency Convertibility. The Seminar which was held in Marrakesh, Morocco during the period December 16-18, 1993, was attended by representatives of 12 Arab countries in addition to the AMF and IMF. Seven papers were presented to the Seminar with the following titles:

1. Currency Convertibility: Concepts and Degrees
2. Current Account Convertibility: Anachronism or Transition
3. Experience with Exchange Controls in the Arab countries
4. Morocco's Experience with Convertibility
5. The Issue of Capital Account Convertibility: A Gap between Norms and Reality
6. Towards Currency Convertibility: A comparative study of the experience of Morocco, Tunisia, Jordan and Egypt.
7. The Tunisian Experience in current Account Convertibility.

These papers and the proceedings of the Seminar will be published later this year in English, French and Arabic.

The papers threw light on the concept and the different aspects of convertibility, indicating that convertibility is a relative concept with many different degrees.

A distinction was drawn between soft convertibility, referring to that with a flexible exchange rate, and hard convertibility that is one with a fixed exchange rate (e.g. the exchange rate mechanism of the EU until recently).

The Seminar highlighted the requirements for convertibility, which include: an appropriate exchange rate level; an adequate level of international reserves; balanced macroeconomic management by adopting in particular sound fiscal and monetary policies that remove the imbalance between aggregate demand and available resources; and adherence to market discipline to reap the benefits

of convertibility on resource allocation.

In a world of unprecedented economic interdependence, ascendancy of the role of the financial markets with the huge growth and globalization of financial flows, and intensifying levels of competition in goods and services markets, pressures are mounting against countries with inconvertible currencies.

~~Currency convertibility should help reduce distortions normally associated~~

#### 4. Other Activities in Field of Trade Services

The ATFP, together with the Arab Monetary Fund and the UNDP, held a regional meeting on technical co-operation in the field of Arab Trade Promotion. Representatives of 18 Arab countries, in addition to Chambers of Commerce and Industry and Centres for Export Promotion, participated in the meeting. The meeting was held from 5 to 6 April 1993 in Abu Dhabi. The main focus of the meeting was the study of the findings of the report prepared by a United Nations Mission, on areas of technical co-operation in the trade sectors of Arab countries with the aim of identifying priorities, and the examination of the role of concerned Arab and regional organizations in implementing it.

Participants welcomed the emphasis placed on enhancing support services for Arab Trade, and the creation of an enabling environment conducive to the expansion of Intra-Arab Trade. The meeting endorsed the projects proposed by ATFP for future co-operation with UN bodies which include:

- i) The implementation of the third phase of IATIN.
- ii) A project to enhance efforts to promote trade between arab countries, through organizing meetings that bring together exporters and importers of different goods.
- iii) The provision of technical assistance especially in the field of upgrading banking practices related to trade finance in Arab countries.

### **India's Recent Experience with Currency Convertibility**

by Michael Debabrata Patra  
Director, Department of Economic Analysis & Policy  
Reserve Bank of India

Convertibility as an objective forms a subset of broader macro-economic goals such as liberalisation and openness. The approach to convertibility needs to be sequenced with, first the entrenchment of preconditions. There is also the need to recognise that reforms are a cumulative and incremental process and that the pace of progress in this direction cannot be too slow. All through these is the need to establish the credibility of the reform process. In this area, there is the need for authorities to share with the market a common set of expectations. This can help to smooth out destabilising eddies and ~~create~~ ~~between~~ ~~member~~ ~~states,~~ ~~once~~ ~~reforms~~ ~~compatible~~ ~~with~~ ~~exchange~~ ~~rate~~ international economic environment are incorporated in them.

financing institutions, public financial institutions and banks in Arab countries, as well as a number of joint Arab foreign financial institutions.

The ATFP financing, which is provided in convertible currencies, is restricted to goods and associated services of Arab origin, excluding crude oil, used goods, re-exported goods and any other goods that might be added by the Board of Directors.

The Program operates through national agencies designated by Arab countries. It provides to these agencies, refinancing facilities that take the form of lines of credit. Refinancing covers post-export financing, pre-export credits and eligible imports.

The periods of refinancing are determined by the Board of Directors, and could extend up to 5 years depending on the goods in question.

## 2. Financing Operations

ATFP started its financing operations in 1991. The repercussions of the Gulf crisis reduced activities to a modest level. Operations picked up considerably in 1992 when the Program received 74 requests from its accredited national agencies in different Arab countries, for the refinancing of export and import transactions with a total value of some 200 million dollars. This far exceeded the 59 million dollars requested in 1991. Lines of credit of a value of 128 million dollars were approved in 1992 against 40 million dollars in 1991.

In 1993, the Program received 60 requests from the national agencies with a total value of 139 million dollars. The reason for the decline in the number of requests is explained by the fact that a considerable part of the 1992 requests did not satisfy eligibility conditions for the Program's finance, and were not backed with guarantees acceptable to the Program. (More on the question of guarantees later). Thus, it could be argued that in 1993 national agencies became better acquainted with the rules and procedures governing the ATFP lines of credit, eliminating the requests that are not eligible for finance from the Program.

It is worth mentioning that all national agencies remained current with payments due to ATFP, and no arrears were registered.

The ATFP lines of credit financed a wide range of items including agriculture and food products, raw materials and intermediate goods, petrochemicals, manufactured consumer goods and capital goods.

Turning now to the question of guarantees, the ATFP has fully realized from the beginning that the sustainability and expansion of its financing operations, require the presence of adequate guarantees.

Initially, it was considered that the "Inter-Arab Investment Guarantee Corporation" would be able to provide guarantee cover for all operations financed by the Program. Consequently, an agreement was signed with the Corporation to this effect. However, it turned out that the Corporation does not, at present, have the capacity to cover all ATFP's operations. The Program now deals with it on a case by case basis.

As a result, the Executive Board of ATFP decided on the diversification of acceptable types of guarantees. The ATFP now conducts thorough risk analysis and, as a consequence, tends to accept guarantees from the following:

- i) Certain Arab central banks.
- ii) A number of national export guarantee agencies.
- iii) Various types of guarantees issued by commercial banks.

The ATFP also looks forward to co-operation with the newly established "Islamic Investment and Export Credit Guarantee Corporation". It is worth mentioning in this context, that the recent moves towards currency convertibility in a number of Arab countries, including declared current transactions convertibility in Morocco and Tunisia, and de facto convertibility in Egypt and Jordan, have favourably affected the types of guarantees required from national agencies in these countries, eliminating the need for relatively

costly arrangements.

### 3. Intra-Arab Trade Information Network (IATIN)

Recognizing the importance of providing dealers in intra-Arab trade with reliable and timely information on markets, goods, specifications and opportunities for trade, ATFP with valuable support from UNCTAD, UNDP and the International Trade Centre (ITC), established IATIN.

Over the past two years, the first and second phases of IATIN were completed. These included the "Intra-Arab Trade Information System (IATIS)" and the "Trade Opportunity Monitoring System (TOMS)", as well as the development of an effective mechanism for identifying sources of information, and the compiling, processing and storing of data for use by Arab traders.

IATIS is composed of specialized programs for Trade data and information processing, including inter-alia, data base programs for goods, companies, markets and trade statistics.

TOMS is designed to store, process and transmit trade opportunities at the Arab regional level.

The third and final phase of IATIN, which is expected to be completed by the end of 1995, involves linking IATIN Centre in Abu Dhabi with selected contact points in all Arab countries that have the required technical facilities. These contact or linkage points will relay trade information to dealers active in Arab trade.

In order to expedite the execution of IATIN third phase, a priority plan was adopted, to complete in 1994, experimental linking of IATIN with 5 national agencies carefully chosen as suitable linkage points.

~~de confiance avec les opérateurs économiques entrecensés par les~~ ~~le Secrétariat~~  
~~les services~~ ~~de ces pays, traditions et des pratiques commerciales différentes entre~~  
groupements économiques qui composent la CEEAC;

- la disparité dans les réglementations de change et une coopération monétaire très frileuse entre les Etats;
- la méfiance entre les banques commerciales dans l'établissement des relations de correspondants.

Si la mission essentielle de la CEEAC est de lever progressivement les nombreux obstacles ci-dessus énoncés en vue de conduire les Etats de la Sous-Région vers l'intégration économique, force est de constater malheureusement que les résultats obtenus par notre Communauté, sur la voie de la libéralisation des échanges intra-communautaires, sont très minces.

Les difficultés financières que connaît le Secrétariat Général de la CEEAC depuis plus de trois ans et qui on paralysé son fonctionnement, inquiètent à plus d'un titre quant à la réalisation des objectifs fondamentaux assignés à ce groupement économique sous-régional indispensable à l'avènement d'un marché commun africain, projeté par l'OUA.

~~alternative to the adoption of the difficult policies needed for restoring~~  
viability to the balance of payments and external accounts.

However, under certain circumstances, regional payments arrangements could indeed be viewed as a transition stage towards full convertibility. This is so, for example, when it is being clearly stated and observed that outstanding balances are settled in hard currencies. In this respect, the presence of a

